

Éditorial

Par Jefferson Desport

Mercosur, l'art de marcher sur la tête



Nous y sommes : ce vendredi, grâce au soutien d'une large partie des États membres, l'Union européenne a donné son feu vert au traité avec le Mercosur. Soit la conclusion d'une interminable négociation entamée il y a vingt-cinq ans avec cinq pays d'Amérique latine, le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay et la Bolivie. Voilà donc plus de deux décennies que ce serpent de mer se tortillait dans les limbes de ce labyrinthe.

Or, ce dénouement ne peut que laisser un goût amer. La France, première puissance agricole de l'Union, l'Irlande, la Pologne, la Hongrie et l'Autriche ont voté contre ce texte pour tenter de préserver leurs agriculteurs de l'importation d'un indigeste panier garni de viandes dopées aux antibiotiques et de produits agricoles arrosés de pesticides, le tout avec des prix de vente défiant toute concurrence.

Même si les volumes en jeu sont faibles, ils n'en seront pas moins source d'une concurrence déloyale. Et l'illustration d'un regrettable « deux poids, deux mesures ». Quand les agriculteurs européens sont contraints de respecter un flot de normes sanitaires et environnementales au bénéfice, rappelons-le, de la santé de la planète et des consommateurs, leurs homologues sud-américains peuvent, eux, pulvériser à cœur joie, y compris des molécules interdites sur le sol européen. L'ineptie de cet accord est là.

Face au réchauffement climatique, il est urgent de faire de la souveraineté alimentaire autre chose qu'une telle salade

Et quand bien même il sera profitable aux viticulteurs, aux producteurs de fromages et à l'industrie automobile, autant de filières qui verront s'ouvrir un marché de 700 millions de consommateurs débarrassés d'une large partie des droits de douane, la colère des agriculteurs est légitime. Certes, cet accord peut encore être bloqué par les eurodéputés. Mais ces divisions interviennent au moment même où l'Europe est sous la pression de l'offensive russe en Ukraine et d'un interventionnisme américain désormais débridé. Cerise sur ce gâteau empoisonné, le RN et LFI déposeront, chacun, une motion de censure en réaction à ce feu vert de l'Union européenne et ce traité. Il est vrai que souffler sur les braises en espérant le suraccident ne peut qu'être une stratégie d'avenir... Cet opportunisme-là n'est pas à la hauteur des bouleversements du moment. Le malaise des agriculteurs ne date pas de cet accord transocéanique. Alors que le réchauffement climatique et la gestion de l'eau annoncent bien d'autres mutations, il est plus que temps d'accorder les paroles aux actes et de faire de la souveraineté alimentaire autre chose qu'une telle salade. Ce n'est pas en marchant ainsi sur la tête que la ferme France retombera sur ses pieds.

SUD OUEST

Directeur général, directeur de la publication : Christophe Galichon.
Directeur de la rédaction : Jean-Pierre Dorian.

N° de commission paritaire : 0430 C. 86477.

Samedi 10 janvier 2026, N° 25 298.

Tirage du samedi 10 janvier 2026 : 145 132 exemplaires.

Imprimé par SAPESO 40, quai de Brazza, 33100 Bordeaux.

« Les faits sont sacrés, les commentaires sont libres »

ACPM

Diffusion totale payée 2024 :
177 429 exemplaires.

Service clients abonnés :
serviceclients@sudouest.fr

id. 05 57 29 09 33.

Prix de référence de l'abonnement

(formule mensuelle) :

45,90 € TTC, dont TVA à 2,1 %

ARPE

autorité de
régulation professionnelle
de la publicité

SUD-OUEST PUBLICITÉ

23, quai des Queyries, CS 20001,
33094 Bordeaux Cedex.

www.sudouest-publicite.com

E-mail : sudouest-publicite@sudouest.fr

Régies extra-locales : 366.

Publicité : tel. 0 100 489 366.

2026/01/10 09:20:31 2026

SA DE PRESSE
ET D'ÉDITION DU SUD-OUEST

Société anonyme à conseil d'administration
au capital de 268 400 euros.

Président du conseil d'administration :
Olivier Cotinat.

Siege social : 23, quai des Queyries,
CS 20001, 33094 Bordeaux Cedex.

Tel. 05 35 31 31 31.

Principaux associés : GSOSA, SIRP.

Société civile des journalistes,

Société des cadres.

1944-1968 : Jacques Lemoine, fondateur.

1968-2001 : Jean-François Lemoine.

2001-2013 : M^{me} E.-J. Lemoine,

présidente d'honneur.

Origine du papier : Espagne.

Taux de fibres recyclées : 98%.

Ce journal est imprimé sur du papier

certifié PEFC (PEFC/10-31-3312). Émis-

sions de GES : 100 g CO₂ eq par exem-

plaire (données 2023).



La grève des médecins contamine les blocs opératoires

Le plus dur de la mobilisation des médecins démarre aujourd'hui : outre la manifestation parisienne cet après-midi, les cliniques privées n'opèrent plus jusqu'à mercredi soir. Reportage à la polyclinique Bordeaux Nord Aquitaine

Dossier réalisé par
Isabelle Castéra
i.castera@sudouest.fr



Françoise arrive à petits pas au bras d'un infirmier. Combinaison bleue de rigueur, telle une Schtroumpfette, dossier médical sous le bras, elle s'arrête devant l'entrée du bloc où elle s'apprête à subir une intervention chirurgicale. Hier midi, elle est la dernière de la journée à passer sur le billard, les prochains devront attendre leur tour une semaine. Tous ont été déprogrammés. « Prothèse du genou droit, commente Françoise. Je n'aurais pas pu attendre davantage, j'ai d'autres problèmes de santé. La grève commence ce soir, je l'ai échappé belle ! Déjà ce matin, pour venir depuis Jonzac (17), nous avons été coincés par les barrages d'agriculteurs, il a fallu partir aux aurores. Les chirurgiens manifestent ici aussi, mais je n'ai pas bien compris pourquoi. Ils

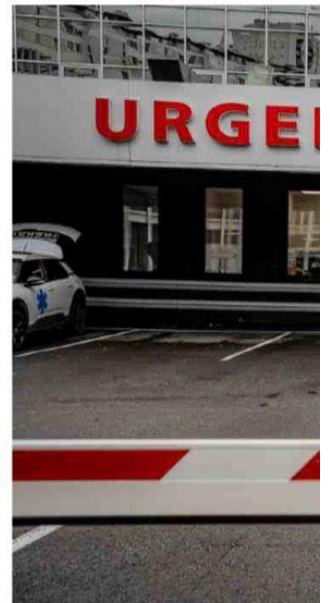
manquent de personnel peut-être ? »

Ici, donc, à la polyclinique Bordeaux Nord Aquitaine, environ 100 patients subissent une intervention chirurgicale chaque jour. À compter de ce samedi matin, ils devront patienter.

Les chirurgiens et médecins spécialistes des cliniques privées ont rejoint vendredi soir le mouvement de grogne des médecins libéraux qui a débuté lundi. Mais ce vendredi matin, la « poly » de Bordeaux-Nord fourmille de tous côtés, les ambulances en file indienne sont garées à l'extérieur, les patients débarquent à pied, sur des brancards, certains font les cent pas dans l'entrée, croisent des blouses bleues, des blouses blanches.

Le pouvoir de la Cnam

Le docteur Céline Halb, gastropédiatre, boucle ses derniers rendez-vous. Dans quelques heures, pour la première fois de sa carrière, elle cessera toute activité pour cinq jours. « J'ai annulé mes 20 à 30 consultations quotidiennes, déplore-t-elle, y compris au bloc opératoire où je



« Si la médecine libérale s'effondre, tout le système de santé va craquer »

Le CHU de Bordeaux en première ligne

Les patients qui ne trouvent pas de médecin généraliste en ville ou dans les cliniques en grève se tournent vers les hôpitaux publics

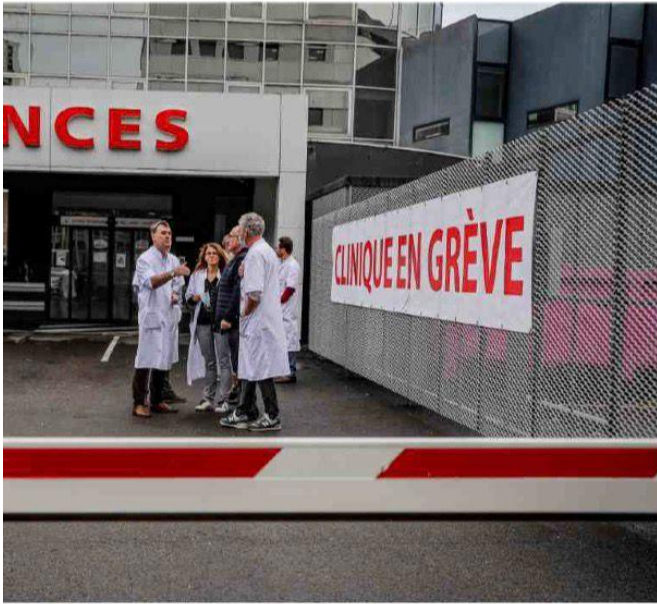
C'est surtout la régulation du Centre 15 qui prend la marée. En pleine épidémie de grippe hivernale, le nombre d'appels de patients flambe et les assistants de régulation médicale sont en première ligne. Thomas Mesnier dirige le pôle des urgences du CHU de Bordeaux, il témoigne d'une situation très tendue à l'hôpital public : « On maintient l'offre. Notre mission est de garantir coûte que coûte l'accès

aux soins, mais je reconnais que la grève des médecins généralistes en ville et des praticiens des cliniques privées nous place en grande tension. Déjà l'activité aux urgences est dense en soi, parce qu'en plein hiver, nous affrontons une épidémie de grippe particulièrement virulente. Idem en pédiatrie, d'ailleurs. On espérait passer le pic épidémique la semaine dernière mais, finalement, la situation s'étire. »

Au CHU, des cellules de tension s'organisent au jour le jour, quasiment heure par heure, pour libérer des lits le plus rapidement possible afin d'accueillir les patients les plus urgents. « La question des lits d'aval est un véritable souci, reprend le docteur Mesnier. La grève entraîne une réduction des avis spécialisés et donc une dégradation des capacités d'aval hospitalier. »

« Un week-end très compliqué »

« Clairement, nous sommes en alerte, insiste le responsable : la fermeture des blocs et des consultations des cliniques privées tout le week-end et le début de semaine prochaine nous oblige à prévoir, à



À la polyclinique Bordeaux Nord, au cœur de l'agglomération bordelaise, les blocs opératoires seront fermés pendant cinq jours dès ce samedi matin. GUILLAUME BONNAUD / SO



Vonick Corvest lors de la manifestation à Pau lundi dernier, premier jour du mouvement de grève des médecins libéraux. QUENTIN TOP / SO

« Si on ne fait rien, les patients seront encore plus mal soignés »

En grève depuis lundi, les médecins généralistes libéraux ne lâchent rien et contestent le budget 2026 de la Sécu. Vonick Corvest, médecin à Bizanos (64), explique les raisons de la colère

pratique jusqu'à 12 fibroscopies et coloscopies pour les enfants par jour. Tout est arrêté. On a prévenu tout le monde en amont via des messages sur Doctolib. Ce n'est pas de gaieté de cœur : je ne fais pas grève pour préserver mes dépassements d'honoraires, mais si ce projet de loi passe, alors les patients perdront leur liberté de choisir leur médecin et ils seront moins bien remboursés, la part des mutuelles deviendra plus importante. Comme les Anglo-Saxons. Aujourd'hui, 60 % des patients français sont pris en charge par le secteur privé. Or, la clinique travaille main dans la main avec l'hôpital public. « Nous sommes alliés, rappelle le professeur Jean-Charles Le Huec, chirurgien orthopédiste. Et les urgences du groupe Bordeaux Nord Aquitaine accueillent autant de patients que celles du CHU. Pas question pour nous d'ajouter du mal au mal : avant de nous mobiliser pour défendre nos intérêts et ceux des patients, nous avons organisé les reports d'interventions chirurgicales, assumé les plus urgentes, et nous

continuerons à soigner les patients les plus vulnérables. » Les médecins de la « poly » sont très mobilisés : « Si la médecine libérale s'effondre, tout le système de santé va craquer », insiste le docteur Halb. « On a conscience que le message est compliqué à faire passer, tente le docteur Xavier Moncoucy, gastro-entérologue. Les gens pensent que nous sommes juste accrochés à nos privilèges, mais un glissement est en train de s'opérer, via l'article 26 de la loi de financement de la Sécu, qui va donner tout pouvoir à la Cnam [Caisse nationale d'assurance maladie, NDLR], sans négociation possible, et ce seront les patients qui vont en pâtir. »

Réquisitions

Le professeur Le Huec est indigné : « Face au dérapage des dépenses de santé, l'administration veut faire porter la responsabilité au corps médical. La population vieillit et les pathologies se complexifient, il manque entre 20 000 et 25 000 médecins. » Pour la seule polyclinique Bordeaux

Nord, 87 des 250 médecins exerçant ont été réquisitionnés par la préfecture de Gironde, sur demande de l'Agence régionale de santé. Un mode opératoire « parfois illégal », selon les praticiens sur le terrain. « C'est soit un huissier, soit un gendarme qui est censé venir chercher le médecin à son domicile, reprend le professeur. Or, la réalité a été plus prosaïque : de simples coups de fil ou des mails. » Les blocs opératoires et les consultations seront totalement hors service jusqu'à mercredi soir. La ministre de la Santé Stéphanie Rist a proposé de rencontrer les syndicats ce samedi à l'issue de la manifestation parisienne. Mais dimanche, pour la première fois dans l'histoire de la médecine, plus de 2 000 praticiens de bloc opératoire, chirurgiens, anesthésistes et autres gynécologues-obstétriciens quitteront symboliquement la France à destination de Bruxelles. Un exil pour éviter les réquisitions, mais surtout « mettre en lumière notre mission : maltraiter les soignants, c'est maltraiter les patients », conclut le professeur Le Huec.

Cette grève des soins en pleine épidémie de grippe hivernale « prend les patients en otage », selon France Asso Santé, qui représente les usagers. Qu'en dites-vous ?

L'expression est violente, mais nous avions prévenu les pouvoirs publics de notre détermination et de notre action depuis deux mois. Qui est responsable ? S'ils avaient répondu à nos demandes de modification du projet de loi, s'ils avaient accepté de négocier, nous n'en serions pas là. Par ailleurs, France Asso Santé est une association financée par l'Assurance maladie. Ses prises de position sont systématiquement hostiles aux médecins libéraux, et reprennent le plus souvent des arguments populistes véhiculés par les pouvoirs publics et la direction de l'Assurance maladie.

Quels bénéfices les patients peuvent-ils espérer à la suite de votre action ?

Nous avons conscience de les mettre en difficulté pendant quelques jours mais, si on ne fait rien, alors ce sera pire pour eux, ils seront encore plus mal soignés parce qu'ils ne devront pas attendre quelques jours pour avoir un rendez-vous avec leur médecin généraliste mais des semaines entières. Nous comprenons la crainte et l'anxiété des patients vis-à-vis de la situation, mais qui va prendre leur défense ? Un organisme où les salaires sont versés par le système ? Ou nous, qui sommes quotidiennement auprès d'eux et sommes rémunérés par eux ? Car, oui, ce n'est pas la Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam) qui nous rémunère mais bien les patients.

Quelle est le problème vis-à-vis du dossier médical partagé (DMP), puisque finalement le Conseil constitutionnel aurait abandonné l'article concernant les amendes

aux médecins qui ne le consultent pas ?

Contrairement à ce qui est écrit ici et là, le Conseil constitutionnel n'a pas supprimé l'article concernant les pénalités aux médecins généralistes qui ne l'utiliseraient pas, l'article est juste suspendu au prétexte qu'il n'a pas sa place dans la loi de financement de la Sécu. Ce DMP est considéré par le Conseil constitutionnel comme un cavalier législatif. Ainsi il n'y a aucune critique sur le risque d'infliger des amendes aux médecins, juste un retrait. Donc l'article peut réapparaître dans une autre loi, pourquoi pas la loi anti-fraude.

Parmi les éléments de langage des médecins généralistes en grève, on retrouve l'expression « on est entraînés dans la boue ». N'est-ce pas un peu excessif ?

Quand on nous considère comme des fraudeurs et qu'on sous-entend que le déficit de la Sécu est lié à nos pratiques – trop d'arrêts maladie, trop de prescriptions, trop de bons de transport –, quand on est condamné à subir des contrôles, alors, oui, on est déconsidérés. Les lois ont été prises de façon univoque, par des administratifs et des politiques qui sont très éloignés de la réalité du terrain : la population vieillit, les maladies chroniques flambent, se complexifient.

Que proposez-vous ?

Nous voulons participer aux décisions propres à redresser la barre, ouvrir les négociations en transparence, avec les représentants des patients et les politiques. Sinon la médecine à deux vitesses, selon un modèle libéral pire que dans les pays anglo-saxons, prendra le dessus. Le déremboursement envisagé du secteur 3 en est la triste représentation.

pour garantir la continuité des soins

anticiper, ce que nous faisons en lien étroit avec l'Agence régionale de santé. On s'attend à un week-end très compliqué, nous avons déjà sollicité des renforts de médecins. » En journée, les praticiens de SOS Médecins, qu'ils soient à Bordeaux, Bayonne ou ailleurs, sont en grève et n'assurent aucune consultation. En revanche, ils ont été réquisitionnés pour les consultations nocturnes entre 20 heures et 8 heures du matin. Plus que jamais, en cas de problème de santé, il est conseillé de téléphoner au Centre 15, et de n'y avoir recours qu'en cas d'urgence. La situation devrait retrouver son calme en milieu de semaine prochaine.



Les urgences du CHU de Bordeaux sont déjà en tension en raison de l'épidémie hivernale de grippe particulièrement virulente. ARCHIVES THIERRY DAVID / SO